



Déclaration du Groupe de Rio pour soutenir les principes institutionnels démocratiques au Honduras

Le Mécanisme permanent de consultation et de concertation politique du Groupe de Rio tient à exprimer la condamnation la plus énergique au coup d'état perpétré dans la République du Honduras, lequel a interrompu l'ordre constitutionnel et démocratique dans ce pays, du fait que le Président constitutionnel de la République, Monsieur José Manuel Zelaya Rosales a été séparé de son mandat de façon illégitime. Le Groupe blâme également l'utilisation de la force armée lors de la détention arbitraire du Chef de l'Exécutif, qui fut forcé à quitter le Honduras.

Le Groupe de Rio considère que la rupture de l'ordre constitutionnel est inadmissible et inacceptable, et qu'elle constitue une pratique à laquelle se sont opposées catégoriquement les sociétés de l'Amérique Latine et des Caraïbes.

Le Groupe de Rio réaffirme que l'adhésion aux valeurs et aux principes démocratiques et le respect sans restrictions de l'ordre constitutionnel et de l'état de droit doivent prévaloir par dessus toute différence politique.

Les États membres du Mécanisme manifestent leur totale disposition pour contribuer au rétablissement immédiat de l'ordre institutionnel au Honduras. Ils exhortent également tous les acteurs politiques de la République du Honduras à éviter la violence et ils exigent la réintégration immédiate et inconditionnelle de leur Président légitime et constitutionnel, monsieur José Manuel Zelaya Rosales, ainsi que des autres autorités légalement constituées, dans leurs mandats.

Mexico, D. F., le 28 juin 2009

* * *